

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi matin, 7 juin 2017

Direction de l'instruction publique

**24 2017.RRGR.176 Postulat 060-2017 PLR (Vogt, Oberdiessbach)
Basisstufe: de la mesure**

N° de l'intervention: 060-2017
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: PLR (Vogt, Oberdiessbach) (porte-parole)
PLR (Schmidhauser, Interlaken)
PLR (Kohler, Spiegel b. Bern)
Cosignataires: 12
Urgence accordée: Oui 23.03.2017
N° d'ACE: 463/2017 le 17 mai 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Basisstufe: de la mesure

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de vérifier que la Basisstufe ne soit accordée que sur demande motivée et avec réserve conformément à l'article 46, alinéa 3 LEO;
2. de prononcer un moratoire de quatre ans en cas de mesures d'économie, sauf si son introduction repose uniquement sur des mesures structurelles et qu'il est prouvé qu'elle n'engendrera pas de dépenses supplémentaires.

Développement:

En cas de problèmes de structures et de transports, la mise en place de classes de Basisstufe doit pouvoir être autorisée en zone rurale; il s'agit souvent de la seule solution pour maintenir de petites écoles à un coût raisonnable.

Dans les communes urbaines et suburbaines, les classes de Basisstufe sont au contraire souvent une solution très coûteuse. Le fait qu'elles apportent une plus-value pédagogique claire, et sur le long terme, par rapport aux classes ordinaires reste contesté. C'est pourquoi leur mise en place ne doit être accordée que sur demande.

Motivation de l'urgence: l'intervention présente une solution possible aux mesures d'économie qui seront débattues lors de la session de novembre.

**22 2017.RRGR.173 Postulat 057-2017 PLR (Schmidhauser, Interlaken)
Flexibiliser les écoles à journée continue**

N° de l'intervention: 057-2017
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: PLR (Schmidhauser, Interlaken)
(porte-parole)
PLR (Vogt, Oberdiessbach)
PLR (Kohler, Spiegel b. Bern)
Cosignataires: 8
Urgence accordée: Oui 23.03.2017
N° d'ACE: 463/2017 le 17 mai 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Flexibiliser les écoles à journée continue

Le Conseil-exécutif est chargé de vérifier:

1. que les qualifications des personnes encadrant les élèves dans les écoles à journée continue puissent être flexibilisées;
2. que le coefficient d'encadrement dans les écoles à journée continue se situe dans le même ordre de grandeur que celui de l'école enfantine.

Développement:

Les écoles à journée continue sont un facteur important pour concilier vie professionnelle et vie de famille et doivent être un endroit où les enfants sont pris en charge.

Dans les écoles à journée continue, c'est donc l'encadrement des élèves qui est central et non pas leur niveau scolaire. Il ne faut pas les «écoliser» en y dispensant des leçons supplémentaires données par des enseignants et enseignantes qualifiés. L'école à journée continue pourrait ainsi implicitement devenir la solution privilégiée pour la prise en charge des enfants: cela ne correspond pas à l'idée de base.

Il faut ainsi réduire le coefficient d'encadrement de manière raisonnable. Il doit surtout permettre à l'école à journée continue d'assurer sa mission principale, à savoir l'encadrement et la prise en charge en dehors des heures d'école. Les qualifications du personnel d'encadrement doivent être adaptées à ces tâches principales.

Motivation de l'urgence: L'intervention présente une solution possible aux mesures d'économie qui seront débattues lors de la session de novembre.

23 2017.RRGR.175 Postulat 059-2017 FDP (Schmidhauser, Interlaken)

Ecoles enfantines: moins d'enseignement en tandem

N° de l'intervention:	059-2017
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	20.03.2017
Déposée par:	PLR (Schmidhauser, Interlaken) (porte-parole) PLR (Vogt, Oberdiessbach) PLR (Giauque, Ittigen)
Cosignataires:	9
Urgence accordée: Oui	23.03.2017
N° d'ACE: 463/2017	le 17 mai 2017
Direction:	Direction de l'instruction publique

Ecoles enfantines: moins d'enseignement en tandem

Le Conseil-exécutif est chargé de s'assurer que

1. les classes d'école enfantine puissent en principe être gérées par un enseignant ou une enseignante, la prise en charge supplémentaire devant être assurée en premier lieu par des auxiliaires de classe;
2. l'enseignement en tandem ne soit dispensé qu'en seconde priorité sur demande justifiée (en particulier lorsqu'un soutien pédagogique spécialisé s'avère nécessaire).

Développement:

La prise en charge des classes d'école enfantine est incontestablement un défi. Cela est avant tout lié au fait que de nombreux enfants ne possèdent pas (encore) certaines compétences de base, notamment car aujourd'hui, ils intègrent l'école enfantine à un plus jeune âge.

A l'heure actuelle, l'enseignement en tandem prend des proportions imprévues, sans toutefois apporter en soi une plus-value pédagogique. Il convient par conséquent de freiner cette tendance par des mesures appropriées.

Lorsque les enfants sont assistés dans les défis de la vie quotidienne (comme attacher ses lacets, aller aux toilettes, s'habiller pour l'enseignement en plein air, etc.), ce n'est pas la mission éducative de l'enseignement en tandem qui importe, mais bien l'aide pratique. Celle-ci peut et devrait être fournie en particulier par de bons auxiliaires de classe. Il s'agit d'une solution adéquate et nettement moins coûteuse.

En règle générale, la conduite pédagogique de l'enseignement devrait quant à elle être entièrement assurée par un enseignant ou une enseignante. C'est ce principe qu'il faut soutenir.

Motivation de l'urgence: l'intervention présente une solution possible aux mesures d'économie qui seront débattues lors de la session de novembre.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Le Bureau du Grand Conseil a accordé l'urgence aux trois postulats. Tous trois ont pour objet l'examen de mesures d'économies. C'est pourquoi le Conseil-exécutif y apporte une réponse commune.

En raison de l'étendue du programme d'économies, toutes les Directions sont appelées à déterminer les mesures d'allègement et d'économies possibles dans chacun de leurs domaines d'activité. La Direction de l'instruction publique examinera donc les demandes des auteurs des postulats dans le cadre de cette analyse globale.

Le Conseil-exécutif propose par conséquent d'adopter les trois postulats.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption

Délibération groupée des affaires 2017.RRGR.173, 2017.RRGR.175 et 2017.RRGR.176

La présidente. Wir kommen zu den Traktanden 22, 23 und 24. Es wurde gestern ein Ordnungsantrag überwiesen mit der Forderung, diese drei Vorstösse gemeinsam zu besprechen. Ich gebe als erstes den Autoren der Vorstösse das Wort.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Die FDP-Fraktion hat drei dringliche Postulate eingereicht. Wie Sie gesehen haben, haben wir vom Regierungsrat keine Anmerkungen dazu erhalten. Er ist bereit, diese anzunehmen. Wir sind dankbar, dass der Regierungsrat diesen Prüfungsauftrag grundsätzlich annehmen will. Für uns ist es etwas schwierig, weitere Ausführungen zu machen, da wir keine inhaltlichen Antworten erhalten haben. Unser Anliegen war klar: Mit Blick auf die nahende Novembersession, während der wir über die Finanzen diskutieren werden, geht es uns darum, nicht nur zu sparen, sondern auch zu sagen, wie wir sparen wollen, und dazu Möglichkeiten aufzuzeigen. Wir wollen Vorschläge einbringen. Dies war der Grund für die dringlichen Postulate. Wie gesagt, ist der Regierungsrat leider im Moment noch nicht dazu bereit, diese Diskussion zu führen. Ich möchte mich deshalb inhaltlich ganz kurz fassen. Das erste Postulat fordert, die Tagesschulen flexibler zu gestalten. Es ist für uns unbestritten, dass die Tagesschulen wichtig sind. Aber wir sind auch der Meinung, dass die Tagesschule lediglich eine Form der familienexternen Betreuung ist, und nicht die alleinseligmachende Form. Wir wollen keine Tagesstruktur anbieten, während der auch ein Unterricht angeboten wird. Es steht die Betreuung im Vordergrund, und nicht eine zusätzliche schulische Tätigkeit. Unserer Meinung nach kann man die Anforderungen an die beruflichen Qualifikationen, die es für die Betreuung der Schülerinnen und Schüler braucht, flexibel gestalten. Wir haben auch nicht alle ein Lehrerpapent und können unsere Kinder zuhause trotzdem betreuen.

Zum Thema «Kindergarten einheitlich führen» kann ich mich ebenfalls kurz fassen. Wir sind der Meinung, dass es selbstverständlich wichtig ist, die Kindergärten pädagogisch zu führen. Allerdings kann diese Führung auch von einer einzigen Person übernommen werden. Es braucht nicht unbedingt ein Papent, um beim Umziehen und Schuhebinden zu helfen. Wir alle haben unseren Kindern auch schon die Schuhe gebunden und sie angezogen, wenn wir mit ihnen hinausgehen wollten. Dies erfordert nicht zwingend ein Lehrerpapent. Wir sind der Meinung, dass es für diese Tätigkeiten nicht zwingend eine pädagogische Ausbildung braucht. Ich denke, die grosse Diskussion über diese Postulate wird man erst im November führen können, wenn auch eine Stellungnahme der Regierung vorliegt.

La présidente. Ich gehe davon aus, dass die drei Vorstösse bestritten sind. – Das ist der Fall. Somit kommen wir zu den Fraktionssprechern.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). Ich bin sehr überrascht über die drei Postulate. In diesen Jahren wird das Fundament für das weitere Leben gelegt. Das geschieht auch in der Tagesschule, in der Basisstufe oder im Kindergarten. Wir Grünen sind klar gegen diese Vorstösse. Nun möchte ich noch auf die einzelnen Themen eingehen. «Tagesschule flexibel gestalten»: Die Betreuung der Kinder steht im Zentrum. Es besteht kein Anlass zur Befürchtung, dass die Tagesschule verschult wird. In der Tagesschule werden Kinder zwischen vier und 15 Jahren betreut. Es braucht eine ganz besondere Tagesstruktur, um all diesen Kindern gerecht zu werden. In den Gemeinden wird dies verschieden gehandhabt. In Belp verfügen zum Beispiel 50 Prozent der Angestellten über eine pädagogische Ausbildung. Die anderen 50 Prozent sind nicht ausgebildete Pädagogen. Es ist den Gemeinden überlassen, wie sie diese Personen anstellen. Der pädagogische Auftrag muss jedoch erfüllt werden. Es kann nicht sein, dass der Einsatz von nicht qualifizierten Betreuungspersonen Priorität haben soll.

Ich komme zum zweiten Postulat: «Kindergarten einheitlich führen». Kindergärten können nicht einheitlich geführt werden. Schliesslich spielen Klassengrösse, Heterogenität der Kinder, Standort des Kindergartens etc. eine Rolle. Die Klassenhilfe ist etwas sehr Gutes: Im ersten Quartal helfen Leute, die nicht zwingend eine pädagogische Ausbildung haben müssen, etwa beim Schuhebinden und Jacke anziehen. Es handelt sich meist um 35 Lektionen à 30 Franken pro Stunde. Das geht so lange, bis sich diese Klassen zurechtgefunden haben. Zusatzlektionen, etwa durch Team-Teaching, braucht es jedoch trotzdem. Für das Team-Teaching mit qualifizierten Lehrpersonen sind immer triftige Gründe erforderlich. Die Schulleitung muss beim Schulinspektor einen schriftlichen Antrag einreichen. Dieser überprüft die Anträge und spricht nur in wirklich begründeten Fällen zusätzliche Lektionen. Wir müssen somit diesbezüglich keine Angst haben.

Nun zur Basisstufe: Es hat mehr als zehn Schulversuche gegeben, die sehr gut gelungen sind, und dies nicht nur auf dem Land. Ein pädagogischer Mehrwert war sichtbar. Es ist sinnvoll, Kinder aus dem ersten Zyklus gemeinsam mit älteren Kindern zu unterrichten. So können die Kinder in ihrem eigenen Entwicklungs- und Lerntempo gefördert werden. Bei den Tagesschulen, den Kindergärten und der Basisstufe ist primär der pädagogische Auftrag massgebend, und nicht eine möglichst kostengünstige Umsetzung.

Daniel Wildhaber, Rubigen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wehrt sich nicht aus Prinzip gegen die Überprüfung der staatlichen Aufgaben. Sie lehnt jedoch die drei Postulate von Grossrätin Schmidhauser ab. Die Regierung nimmt inhaltlich nicht zu den drei Postulaten Stellung. Sie ist bereit, im Rahmen der anstehenden Sparmassnahmen sämtliche Aufgaben zu überprüfen und stimmt damit aus formellen Gründen der Annahme der Postulate zu. Bei den Tagesschulen, bei den Kindergärten und bei der Basisstufe ist primär der pädagogische Auftrag massgebend, und nicht dessen möglichst kostengünstige Umsetzung. Die Tagesschulen unterstützen die Familien dabei, das Lernen, die Entwicklung des Sozialverhaltens und eine sinnvolle Freizeitgestaltung zu fördern. Sie ergänzen auf diese Weise die Bildungsziele der Volksschule. In den Kindergärten soll ein Team-Teaching durch zwei qualifizierte Lehrpersonen nur noch in begründeten Ausnahmefällen gewährt oder die zweite Lehrperson durch eine Klassenhilfe ersetzt werden. Wir lehnen eine Reduktion der Anzahl Lehrpersonen oder einen teilweisen Ersatz derselben durch weniger qualifiziertes Personal ab. Schon jetzt ist die Situation schwierig. Besuchen Sie einmal einen Kindergarten! Hier besteht grosser Handlungsbedarf. Weiter soll die Basisstufe nur noch sehr restriktiv eingeführt werden. Wir lehnen diese prinzipielle Regelung ab, auch und gerade vor dem Hintergrund der Gemeindeautonomie, wie sie im Kanton Bern bei der Verbundaufgabe der Volksschule gilt. Eine Reduktion bei der Qualität und bei der Anzahl des Personals bedeutet zwingend eine Reduktion der Aufgaben und der Qualität der Tagesschule, des Kindergartens und der Basisstufe.

Anspruchsvolle Konstellationen, wie etwa Kinder in schwierigen Situationen oder Kinder mit wenigen Kenntnissen unserer Normen und Werte stellen die Tagesschulen und Kindergärten schon jetzt vor grosse Herausforderungen. Sie können diesen Kindern kaum mehr die nötige Unterstützung bieten. Sollen die Tagesschule, der Kindergarten und die Basisstufe qualifizierte Partner für die Eltern sein, und damit ein wertvolles pädagogisches Angebot, oder ein billiger Hütedienst? Gelingt die Integration von Kindern mit Migrationshintergrund mit einer billigen Tagesschule, einem kostengünstigen Kindergarten und einer preiswerten Basisstufe? Soll die Vereinbarkeit von Beruf und Familie mit einem unzureichenden Bildungs- und Betreuungsangebot erreicht werden? Sollen wenige, schlecht bezahlte und wenig qualifizierte Betreuungspersonen unsere Kinder begleiten und diese anspruchsvollen Aufgaben lösen? Wollen wir, dass die Anliegen der 800 Lehrpersonen der Eingangsstufe ungehört bleiben? Wenn bei der Tagesschule die

pädagogische und soziale Betreuung und bei Kindergarten und Basisstufe zusätzlich die schulische Förderung der Kinder im Zentrum stehen, dürfen diese drei etablierten Angebote nicht auf ein blosses Hüten dieser Kinder reduziert werden. Unsere Fraktion lehnt die drei Postulate der FDP bzw. der Postulantin einstimmig ab.

Annegret Hebesien-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Danke vorab, dass wir die drei Postulate im Rahmen einer gemeinsamen Debatte besprechen können. Wir wollen heute keine Spardebatte lancieren und auch keine Mini-Spardebatte über die drei von der FDP aufgeworfenen Themen führen. Meine Ausführungen werden deshalb eher kurz sein, aber nicht ganz so knapp wie die Antwort des Regierungsrats. Wir sind jedoch froh, dass der Regierungsrat die drei Postulate annimmt.

Nun zu den angedachten Sparmassnahmen der FDP: Für uns ist es auch wichtig, dass die Tagesschulen nicht zusätzlich verschult werden, indem qualifizierte Lehrkräfte zusätzliche Lektionen erteilen. Zentral sind meines Erachtens die Betreuung und Verpflegung ausserhalb der Unterrichtszeit sowie auch die Aufgabenbegleitung, aber klar nicht in erster Linie der pädagogische Auftrag. Dieser soll während des Schulunterrichts erfüllt werden.

Zu Punkt 2. Das Betreuungsverhältnis in den Tagesschulen beträgt 1:10, und im Kindergarten bis 1:22. Im Kindergarten können somit doppelt so viele Kinder von einer einzigen Person betreut werden wie in der Tagesschule. Hier ist unseres Erachtens Anpassungspotenzial vorhanden. Wir sind uns alle bewusst, dass die Tagesschulen einen wichtigen Beitrag zur Vereinbarkeit von Beruf und Familie darstellen. Diese Erkenntnis hat sicher für die ganze Schweiz Gültigkeit. Ich möchte jedoch auch noch erwähnen, dass sich längst nicht alle Kantone an den Kosten der schulergänzenden Betreuung beteiligen. In den Kantonen Zürich, Basel-Landschaft, Aargau und Solothurn zum Beispiel sind die Gemeinden und die Eltern für die Finanzierung der Tagesschulen zuständig. Dies als Bemerkung am Rande.

Zum nächsten Postulat: Die SVP-Fraktion unterstützt auch diesen Prüfauftrag. Wir sind ebenfalls der Meinung, dass eine Klassenhilfe eine Kindergarten-Lehrkraft in vielen Bereichen unterstützen und entlasten kann. Aber wenn Team-Teaching am richtigen und nötigen Ort eingesetzt wird, kann dies für die Kinder, die Lehrkraft und auch für die Finanzen gewinnbringend sein. Alles in vernünftigem Mass und unter Wahrung der Verhältnismässigkeit. Last but not least: Wir unterstützen auch den Prüfauftrag betreffend die Basisstufe. Wir sind der Meinung, dass die Basisstufe im ländlichen Raum sinnvoll ist. Oft ist sie die einzige Lösung, um kleinere Schulen mit vertretbarem Aufwand zu erhalten. Hingegen sind Basisstufen in der Stadt und in Agglomerationsgemeinden eine zu teure und zu wenig effektive Lösung. Deshalb sind wir dafür, die Basisstufe in Zukunft nur noch auf ein Gesuch hin zu bewilligen, oder falls nötig ein Basisstufen-Einführungsmoratorium zu verfügen, so wie dies im Postulat erwähnt wird. Mit Erstaunen haben wir festgestellt, dass der Regierungsrat auf dieses Postulat geantwortet, aber die Motion Geissbühler mit keinem Wort erwähnt hat. Diese wurde am 25. Januar 2017 eingereicht und fordert unter dem Punkt 2 genau dasselbe, nämlich die Eröffnung weiterer Basisstufen nicht zu forcieren. Wir hoffen, dass der Bildungsdirektor auch die Forderungen dieser Motion in seine Überlegungen zu den Spar- und Entlastungsmassnahmen einfließen lässt. Wie Sie meinen Ausführungen entnehmen konnten, ist die SVP-Fraktion vollumfänglich dafür, die drei Postulate anzunehmen.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Bei den vorliegenden Postulaten handelt es sich um Sparvorschläge, die die FDP-Fraktion geprüft haben möchte. Der Regierungsrat hat in seiner sehr kurzen Antwort den Grund aufgezeigt, warum auch die BDP-Fraktion die drei Postulate annimmt und damit diese Prüfaufträge unterstützt. Es steht uns im November ein grösseres Sparpaket bevor. Wir wissen, dass alle Direktionen dazu aufgefordert sind, ihre jeweiligen Aufgabenbereiche zu überprüfen und nach Sparpotenzial zu suchen. Auch die ERZ muss dies tun. Wir haben diese Vorstösse nicht inhaltlich beurteilt, sondern so, wie es offenbar auch die ERZ gemäss ihrer Antwort tut. In diesem Sinne möchte die BDP diese Postulate überweisen. Wir sehen dieser Spardiskussion und den Sparvorschlägen mit Spannung entgegen und werden uns detailliert äussern, wenn es so weit ist.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Wir sind als EVP-Fraktion etwas anderer Meinung. Wir finden, dass diese Spardiskussion am falschen Ort geführt wird. Unseres Erachtens sind wir dabei, vorzugreifen und Spar-Überlegungen zu zementieren, die jetzt noch nicht anstehen. Zudem sind wir der Auffassung, wir würden hier am falschen Ort sparen. Wir lehnen alle drei Postulate dezidiert ab. Die EVP-Fraktion lehnt die Entwertung der Tagesschule in dieser Form ab und sieht

hier kein mögliches Sparpotenzial. Es ist klar, dass es möglich sein muss, die Tagesschulen flexibel zu gestalten. Aber dass man auch bei Leitungspersonen Abstriche machen kann, wollen wir auf keinen Fall. Die Betreuung in der Tagesschule ist kein einfaches Kinderhüten. Es gibt sehr intensive Zeiten, wie etwa während der Mittagspause. Kinder verschiedenen Alters treffen aufeinander, und die Gruppenzusammensetzungen ändern sich. Es sind verschiedene Schulstufen und oft verschiedene Schulhäuser beteiligt. Dies ist keine einfache Aufgabe. Die Tagesschule hat sowohl einen erzieherischen als auch einen pädagogischen Auftrag als Ergänzung zur Volksschule. Wenn sie wirklich eine Ergänzung zur Volksschule sein soll, brauchen wir dort mindestens bei den Leitungspersonen pädagogisch ausgewiesene Fachkräfte.

Zum Kindergarten: Die EVP-Fraktion sagt auch hier entschieden nein. An einem solch sensiblen und wichtigen Ort wollen wir nicht sparen. Klassenhilfen können schon jetzt eingesetzt werden, und fürs Team-Teaching ist bereits heute ein Gesuch notwendig. Es zeigt sich auch, dass wir einen grösseren Bedarf an fachlicher Unterstützung haben. Diesen kann man nicht einfach mit Klassenhilfen auffangen. Wir legen im Kindergarten eine wichtige Grundlage für die schulische Laufbahn der Kinder. Wenn wir dort sparen, tragen wir das Fundament ab. Auf einem instabilen Untergrund mit einem unfertigen Fundament können wir jedoch keine Häuser bauen.

Zur Basisstufe: Die EVP-Fraktion lehnt auch dieses Postulat ab. Damit lehnt sie eine Einschränkung derjenigen Gemeinden ab, die dann nicht mehr jenes Modell wählen können, das zu ihnen passt. In Artikel 46 des Volksschulgesetzes wird geregelt, welche Voraussetzungen für die Einführung einer Basisstufe erfüllt sein müssen. Es braucht schon jetzt klare Begründungen. Ein Entscheid aus dem Bauch heraus reicht nicht. Die Schule lebt von Beziehungen. Das Lernen fällt leichter, wenn die Rahmenbedingungen gut sind. Diese sollen in erster Linie von den Gemeinden gewählt werden. Auch hier gilt, dass man nicht am falschen Ort sparen soll. So unterschiedlich wie die Kinder sind, so unterschiedlich ist die Zusammensetzung der Klassen. Auch die Lage der Schulen und die Schulkulturen sind verschieden. Lassen wir diese Vielfalt leben, und geben wir den Lehrpersonen die nötigen Gestaltungsmöglichkeiten, damit sie für unsere Kinder engagiert und motiviert sind und bleiben. Die EVP-Fraktion lehnt diese Postulate ab. Wir wollen unsere Schulen nicht entwerten und unsere Bildung nicht untergraben.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Gute Bildung ist uns allen wichtig. Uns allen ist klar, dass wir den Wert unserer Volksschule nicht untergraben wollen. Doch von uns wird in allen Bereichen Flexibilität verlangt werden. Das gilt auch für das Schulwesen. Wenn wir lesen, man solle die Qualifikation variabel gestalten, dann bedeutet das nicht, dass die Qualität sinken muss. Alle drei Postulate weisen auf Sparmöglichkeiten hin, ohne dass ein Qualitätsverlust heraufbeschworen wird. Es handelt sich um einen Gestaltungsauftrag, der dazu dient, sich zu überlegen, wie man diese Thematik in Zukunft angehen könnte. Es geht nicht darum, zu sagen, dass die Qualität sinken muss. Die EDU-Fraktion unterstützt alle drei Postulate.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-Fraktion will den Regierungsrat nicht daran hindern, im Hinblick auf die Angebots- und Strukturüberprüfungs-Debatte (ASP) alles unter die Lupe zu nehmen. Es liegen hier drei klare ASP-Sparvorstösse der FDP vor. Wir müssen nun einmal alles prüfen. Wer in diesem Rat schon ASP-Erfahrung hat, weiss, dass es bei einer solchen Spardebatte häufig nur darum geht, das kleinere Übel auszuwählen und mehrheitsfähig zu machen, um die Sparziele zu erreichen. Es wäre deshalb der falsche Moment, um etwas auszuschliessen. Wir folgen somit dem Regierungsrat.

Ich erlaube mir trotzdem noch ein paar persönliche inhaltliche Bemerkungen. Über Punkt 1 des ersten Postulats kann man sicher diskutieren. Punkt 2 hingegen scheint mir persönlich realitätsfremd. Ich würde mich gerne zur Verfügung stellen, der FDP-Bildungsspar-Troika eine Assistenzstelle in einem Kindergarten oder an einer Tagesschule in Köniz zu vermitteln. Sie müssten schon eine ganze Woche mitarbeiten. An einem einzigen Tag geht das problemlos, da hält man es mit den Nerven durch. Sie müssten also eine Woche lang dabeibleiben. Im Gegenzug würde ich dafür schauen, dass Sie den entsprechenden Lohn für diese Tätigkeit erhielten. Dann können Sie selber überlegen, ob es wirklich realitätsnah ist, was Sie da fordern. Im Übrigen würden wir mit diesen Vorschlägen nicht viel sparen, wenn wir überhaupt etwas sparen würden. Alles Weitere diskutieren wir dann im November. Dann wird sich die glp-Fraktion vorbehalten, neu zu entscheiden, ob sie das inhaltlich unterstützt oder nicht. Aber die inhaltliche Diskussion wollen wir, wie der Regierungsrat auch, noch nicht jetzt führen.

La présidente. Ich schlage vor, dass wir nun Mittagspause machen und am Nachmittag weiterdiskutieren. Als Fraktionssprecher wird sich noch Grossrat Vogt äussern. Dann sind noch zwei Einzelsprechende angemeldet. Weitere Einzelsprechende sollen sich bitte jetzt schon anmelden. Ich erwarte, dass alle pünktlich um 13.30 Uhr anwesend sind. Weiter informiere ich Sie, dass Traktandum 40 zurückgezogen wurde. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 42.

La rédactrice:

Sara Ferraro (d)